



INTERNATIONAL CENTRE FOR
TRADE AND SUSTAINABLE
DEVELOPMENT



enda-tiersmonde

Passerelles

Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

Mai 2004

Volume 3, Numéro 4

LIGNE DE FOND	1
Agriculture : Un Vaste Mouvement Qui Pourrait Laisser Présager Un Accord-Cadre En Juillet	1
Le Conseil Général De L'OMC Définit Un Cadre Pour Les Négociations En Vue De La Date Butoir De Fin Juillet	5
Thèmes De Singapour : Des Consensus Se Dessinent Autour De La Facilitation Des Echanges	7
NOUVELLES DE L'OMC	9
Va T-On Vers Un Accord Global Sur Les Négociations Sur Le Mémoire D'Accord Sur Le Règlement Des Différends ?	9
Le Comité Du Développement Débat De La Chute Des Prix Des Produits De Base	10
SUR LE FIL	11
De Dakar A Kigali, Les Pays Africains Assouplissent Leur Discours Et Affirment Leur Volonté De Relancer Les Négociations Multilatérales	11
ACP/UE : Une Série De Décisions Sur Les Négociations Commerciales Sur Les APE Et A OMC	14
Le Point Sur Les OGM En Afrique: Des Brèches Qui S'Elargissent	15
EVENEMENTS	17
PUBLICATIONS	18

LIGNE DE FOND

Agriculture : Un Vaste Mouvement Qui Pourrait Laisser Présager Un Accord-Cadre En Juillet

Le mois de Mai 2004 serait-il décisif pour les négociations sur l'agriculture à l'OMC ? Après une longue période de léthargie, les Membres semblent disposer à aller de l'avant pour aboutir à un accord-cadre avant la fin du mois de juillet. L'UE, par une lettre de ses commissaires à l'agriculture et au commerce - Fischler et Lamy -, ont montré des dispositions pour une élimination totale des subventions. Leur proposition semble débloquer les négociations en ouvrant une brèche sur l'une des revendications les plus vieilles et les plus radicales du G-20. Désormais, la pression est sur celui-ci. Contraint à une réaction offensive, le G-20 a présenté le 28 mai dernier une proposition sur l'accès aux marchés. Ces différentes offres devraient être discutées au cours de la troisième semaine de l'agriculture après Cancun qui se tient en ce moment à l'OMC.

Agriculture : Fischler et Lamy proposent l'élimination totale des subventions pour débloquer les discussions sur l'agriculture

Par une lettre du 9 mai, rendue publique le 10 Mai dernier, les commissaires européens Fischler et Lamy ont annoncé aux Membres de l'OMC que l'Union Européenne était prête à procéder à l'élimination totale des subventions. Dans le contexte du blocage des négociations commerciales, surtout sur l'agriculture, cette annonce est un signe de fort de reprise qui pourrait donner un coup d'accélérateur aux négociations du cycle de Doha qui sont au ralenti depuis l'échec de

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: subscribe
Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: unsubscribe

Cancun en septembre 2003. Le Commissaire européen au Commerce Pascal Lamy a d'ailleurs déclaré à cet égard que " le cycle de négociations lancé à Doha est au cœur de la politique commerciale de l'UE. Par ce geste, l'Union montre qu'elle est prête à faire les pas supplémentaires pour conclure 50% du cycle de négociations d'ici 2004. "

Outre l'élimination des subventions, les commissaires européens ont annoncé plus de flexibilité sur les sujets de Singapour tout en aménageant un ensemble de concessions pour les pays les pauvres et les plus faibles des Membres de l'OMC.

L'élimination conditionnée des subventions

L'UE estime que si les Membres veulent atteindre un résultat équilibré sur l'agriculture, ils doivent faire des efforts sur les trois piliers de l'Accord que sont les subventions aux exportations, le soutien interne et l'accès aux marchés. Conscients que l'élimination de toutes les formes de subventions aux exportations est un des objectifs partagés par la plupart des Membres, l'UE avait déjà proposé, avant Cancun, d'éliminer les soutiens aux exportations pour une liste de produits pour les pays en développement en précisant clairement qu'il n'y aurait pas d'exclusion a priori. Mais pour elle, cette approche par liste qui n'a pas fonctionné justifie pleinement la décision de faire une offre plus audacieuse en mettant toutes ses subventions à l'exportation sur la table. Cette offre est cependant assortie d'une condition liée à un " parallélisme complet sur les autres formes de soutiens aux exportations incluant les crédits à l'exportation, l'aide alimentaire et les entreprises commerciales d'Etat. "

L'UE estime être dans les mêmes dispositions pour faire un effort sur le soutien interne. Elle présente à cet égard la réforme de sa Politique Agricole Commune comme gage de sa bonne volonté. Elle propose " une diminution substantielle de toutes les formes de subventions qui perturbent les marchés, l'élimination des aides " de minimis " pour les pays développés, de nouvelles règles pour éviter que les pays qui soutiennent leur agriculture ne transfèrent

les subventions entre ou à l'intérieur des " boîtes ", ainsi qu'une plus grande transparence ".

Sur la question de l'accès aux marchés, l'UE préconise, pour atteindre l'objectif des coupes tarifaires sur l'agriculture, " une formule mixte comportant des diminutions tarifaires radicales tout en étant équilibré et flexibles ".

La France en désaccord avec la proposition Fischler/Lamy sur l'élimination des subventions

La France est le premier pays agricole de l'Union Européenne. Ses agricultures profitent pleinement, au détriment des agriculteurs du Sud, du mécanisme des "restitutions" en vertu duquel les exploitants européens obtiennent le reversement de près de 3 milliards d'Euros pour compenser leurs exportations aux prix du marché mondial, traditionnellement moins élevés. Aussi, n'a-t-elle pas manqué de réagir vigoureusement après la proposition des commissaires Fischler et Lamy.

Selon la porte-parole du Président Français, Madame Catherine Colonna, "Le président est réservé face à l'initiative des deux commissaires et rappelle que le processus d'élimination progressive des aides à l'exportation ne pourra se poursuivre sérieusement que si tous les pays acceptent de mettre sur la table toutes les formes d'aide qui existent". Elle a souligné que l'Union européenne, dans le cadre du cycle de négociations commerciales de Doha, avait "déjà agi concrètement, et en faisant preuve de beaucoup de bonne volonté, d'ouverture et de flexibilité sur le volet agricole, alors même qu'à ce jour les autres pays n'ont pas donné de signes équivalents". "Il faut un parallélisme dans les mouvements et les gestes des uns et des autres. (...) Il est important de rappeler que la démarche de l'Union européenne est conditionnée à une démarche parallèle des autres pays", a-t-elle déclaré.

Pour sa part, le ministre français de l'agriculture est allé plus loin en remettant en cause le mandat des commissaires quant à l'étendue de leur offre. Hervé Gaymard dénonce des "concessions unilatérales" pour des "contreparties illusoires" et le risque d'un "marché de dupes" avec les Etats-Unis. "Cela nous

semble outrepasser le mandat de négociations et être également tactiquement très dangereux", a-t-il déclaré.

Un Cycle de négociation " gratuit " pour les pays en développement

Dans leur lettre, les deux commissaires européens préconisent de faire " un effort spécial " pour les pays les plus pauvres et les plus vulnérables qui sont Membres de l'OMC. Ils font une référence aux pays du G-90 à qui l'UE ne demanderait pas d'ouvrir d'avantage leurs marchés tandis qu'ils bénéficieraient d'un accès amélioré aux marchés des pays développés et des pays en développement les plus riches pour leurs produits agricoles et industriels. Il est précisé que les économies les plus vulnérables bénéficieraient d'un accès amélioré à tous les autres marchés, dont ceux des pays en développement les plus riches, ce qui compenserait l'érosion des préférences dont les pays du G-90 profitent de la part de certains pays développés, notamment l'UE. L'offre européenne fait une référence expresse aux pays Membres du G-90. Cette coalition est composée des pays Membres de l'UA, des ACP et des PMA. Pourtant il ne s'agit pas d'une catégorie de pays reconnue officiellement à l'OMC. Comme l'ont relevé certains observateurs, accorder un traitement spécial pour ce groupe de pays revient à introduire la notion de différenciation, voire de graduation dans la négociation, un sujet particulièrement sensible et controversé parmi les pays en développement.

Mini-ministérielle de L'OCDE à Paris, l'agriculture au centre des discussions

Réunis à Paris les 13 et 14 Mai derniers dans le cadre d'une mini-ministérielle à l'OCDE sous la présidence du Mexique, les ministres des 28 pays participants ont déclaré qu'ils étaient optimistes pour trouver un accord cadre avant la pause d'été de fin juillet. Le directeur général de l'OMC, Supachai Panitchpakdi a indiqué que les Membres commençaient à entrevoir des possibilités d'accord pour le mois de juillet " ; et selon le commissaire européen au commerce Pascal Lamy, "après une période de calme relatif avec beaucoup d'activités

souterraines, le volcan (commercial) fume encore". Lamy a ajouté qu'il pense que tout le monde autour de la table est disposé à travailler dur et à faire les compromis de sorte qu'en juillet, on puisse atteindre 50% de l'ordre du jour de Doha". Le ministre brésilien des affaires étrangères Celso Amorim a, pour sa part, noté un mouvement positif de tous les acteurs principaux qui le rend optimiste. L'agriculture était au centre des discussions à Paris. Les ministres ont accueilli positivement la récente proposition de l'Union Européenne d'éliminer les subventions à l'exportation (voir par ailleurs). Les USA ont indiqué qu'ils appliqueront la réciprocité en éliminant leurs aides créant un effet de distorsion sur le commerce. Il reste que si des deux côtés, la volonté d'aller de l'avant était manifeste, on ne pouvait pas aboutir à de réelles conclusions qu'après la prise en compte de propositions alternatives et la finition d'un accord cadre pour juillet. Au sortir de la rencontre, quelques pays du G-20, le Brésil et l'Afrique du Sud notamment, ont dit qu'ils travailleraient sur une contre-proposition à la formule harmonisée proposée par les USA et l'UE (voir par ailleurs).

Les ministres se sont aussi penchés sur les thèmes de Singapour. Ils ont déclaré percevoir les signes d'un accord parmi les membres de l'OMC sur le fait que la facilitation des échanges mérite des négociations multilatérales dans le cadre de l'engagement unique du Programme de Doha. Pour les autres questions de Singapour -transparence des marchés publics, investissement et concurrence - le consensus semble s'orienter vers le maintien de leur traitement dans les groupes d'étude existants.

Les pays participants à la mini-ministérielle étaient l'Argentine, l'Australie, le Bangladesh, le Botswana, le Brésil, le Canada, le Chili, la Chine, le Costa Rica, l'UE, l'Egypte, Guyane, Hong Kong, l'Islande, l'Inde, l'Indonésie, le Japon, le Kenya, la Malaisie, les îles Maurice, le Mexique, la Nouvelle Zélande, la Norvège, le Pakistan, Singapour, l'Afrique du Sud, la Corée du Sud, la Suisse et les USA.

L'accès au marché en ligne de mire, le G-20 attendu au tournant

L'offre européenne pour l'élimination des subventions à l'exportation semble mettre la pression sur les pays du G-20. Si le "contentieux" est vidé sur le problème des subventions, l'attention se focalisera essentiellement sur les problèmes d'accès aux marchés et des formules de réduction tarifaire.

Or, la formule qui semblait en vogue dernièrement est celle dite harmonisée. Elle a été élaborée par les Etats-Unis et l'UE juste avant la réunion de Cancun et s'est par la suite frayée un chemin dans les différents projets de textes cadres. Pourtant, des pays Membres du G-20 tels que l'Inde, lui reprochent d'être discriminatoire à l'égard des pays en développement qui - en raison de leurs profils tarifaires spécifiques - auraient à consentir des réductions générales plus larges que leurs homologues des pays développés. http://www.ictsd.org/pass_synthese/04-04/story2.htm.

Ils estiment également que la formule proposée par les Américains et les Européens permettait à ces derniers de continuer à protéger certains secteurs comme le lait ou le sucre. "Cette formule, c'est un véritable permis de tuer. Le G20 dans son ensemble n'en veut pas", a déclaré le ministre brésilien des Affaires étrangères, Celso Amorim.

Ainsi mis devant une vraie "obligation de négocier" pour "prendre toute sa part dans cette relance des négociations" comme le souligne le représentant américain Zoellick, le G-20 a fini par faire une proposition sur l'accès au marché en date du 28 mai. Cette proposition ne s'appuie pas sur une formule spécifique pour réduire les tarifs. Elle s'appuie sur un certain nombre de principes qui s'articulent autour de l'idée d'une réduction des droits de douane agricoles, consistant à appliquer une baisse plus forte aux tarifs douaniers les plus élevés. Outre ce principe de progressivité, les éléments essentiels de la proposition du G-20 sont la neutralité qui signifie que la formule ne doit pas être décentrée contre les structures tarifaires de certains Membres ; la flexibilité qui postule que les

spécificités des uns et des autres soient tenues en compte pour garantir l'équilibre ; et la proportionnalité qui suppose que la réciprocité joue entre pays développés et pays en développement, dans la souplesse qui a guidé les négociations d'Uruguay.

La proposition a l'effet de maintenir intact le climat général de confiance qui règne actuellement autour des négociations même si les commentaires préliminaires la considèrent comme trop vague. C'est en tout cas l'avis de la porte-parole du commissaire européen pour le Commerce Pascal Lamy. Arancha Gonzalez déclare que la proposition est "un pas constructif qui va permettre d'avoir une discussion approfondie cette semaine à Genève". Nous saluons la clarté du texte et la reconnaissance par le G20 de deux éléments importants pour nous, la sécurité alimentaire et le développement rural", a-t-elle ajouté.

Sur le fond, les USA et l'UE considèrent que la proposition du G-20 manque d'ambition et de spécificité ; ce qui fait qu'on peut se demander si elle est en mesure de jeter les bases d'un Accord Cadre en juillet. Les Membres du G-20, quant à eux, ont présenté leur projet comme une tentative d'aboutir à un compromis entre ses membres et les USA et l'UE, pour pouvoir atteindre les objectifs du mandat de Doha. Certains observateurs considèrent qu'en fin de compte, on s'acheminerait vers un compromis basé sur des principes, qui n'aurait pas l'allure de l'Accord-Cadre tant souhaité, mais qui serait dans la direction des prescriptions du mandat de Doha.

Il est à noter enfin que l'une des reproches faits par l'UE au G-20 est de ne pas admettre l'octroi de préférences discriminatoires à des pays en développement moins lotis que d'autres PVD comme l'Inde et le Brésil. Le texte du G-20 prévoit pas de flexibilité pour les pays en développement pauvres.

Les négociations sur l'agriculture entrent dans une semaine décisive

La session spéciale de la commission de l'agriculture se tient du 2 au 4 juin dans le cadre de

troisième semaine de l'agriculture post Cancun. Les Membres poursuivent les négociations et les consultations dans le but d'établir un accord-cadre pour l'agriculture avant la rupture pour les vacances d'été en fin juillet. On s'attend à ce que les discussions portent principalement sur la proposition sur l'accès aux marchés soumise par le groupe G-20.

Même si de nombreux observateurs constatent une volonté d'aller de l'avant qui présage l'adoption d'une formule de réduction à inclure dans l'accord-cadre, beaucoup doutent que le délai de fin juillet puisse être tenu. " cela dépend maintenant beaucoup de la bonne volonté des USA et de l'UE de montrer leur flexibilité sur l'agriculture " déclare une source de pays en voie de développement.

Sources : Notes ICTSD, Commission Européenne, OCDE

Le Conseil Général De L'OMC Définit Un Cadre Pour Les Négociations En Vue De La Date Butoir De Fin Juillet

Le Conseil général de l'OMC s'est réuni les 17 et 18 mai derniers à Genève pour examiner, entre autres, les progrès réalisés dans les négociations dans le cadre du cycle de négociations de Doha. Tenue dans le sillage des discussions au niveau ministériel, en marge du Sommet de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) des 13 et 14 mai, à Paris, la réunion - à laquelle assistaient un certain nombre de responsables de haut rang des capitales - a souligné la nécessité de voir les engagements politiques mis en œuvre et traduits en propositions de textes concrets à Genève. Les Membres visent à conclure un cadre intégré général pour les négociations d'ici fin juillet de cette année, craignant, s'ils ne sont pas en mesure de le faire, une perte d'impulsion due, entre autres, aux élections présidentielles américaines et à un changement de dirigeants à la Commission européenne.

En plus des discussions sur les progrès du cycle de négociations de Doha, les Membres ont entendu une présentation de la directrice générale par intérim du FMI, Anne Krueger, sur le Mécanisme d'intégration du commerce récemment lancé ; et un certain nombre de pays en développement ont réagi en s'interrogeant sur l'utilité qu'il pouvait avoir pour eux dans son état actuel. Cuba, fortement appuyé par la Chine, a critiqué des mesures récentes prises par les Etats-Unis pour durcir l'embargo contre l'Etat insulaire, en soutenant que ces mesures étaient incompatibles avec le droit de l'OMC.

Le directeur général souligne la nécessité de traduire l'impulsion politique en travaux à Genève

Le directeur général de l'OMC, Supachai Panitchpakdi, a fait rapport au Conseil général sur les événements récents, notamment sur la réunion tenue conjointement avec le Sommet de l'OCDE. Le directeur général a également attiré l'attention sur les prochaines réunions de l'Union africaine, du G-90 et de l'APEC (Coopération économique Asie-Pacifique). Supachai a noté, d'une manière générale, une tendance à la convergence sur le fond des questions clés et un nouveau sentiment de concentration et de détermination. Il a toutefois averti qu'il restait beaucoup à faire à Genève. Durant les dix semaines restantes d'ici fin juillet, il a demandé aux Membres de travailler de manière intense, sous la direction des présidents des groupes de négociation. Il a mis l'accent sur la nécessité de garantir la transparence durant cette phase des négociations, et a déclaré qu'il convoquerait de manière régulière des réunions informelles ouvertes à tous, en gardant cet objectif à l'esprit. Il a ajouté qu'il convoquerait également des réunions du Comité des négociations commerciales. Il a mis l'accent sur le fait que les résultats attendus en juillet devaient être perçus dans le contexte du processus à long terme et qu'il fallait certes mettre l'accent à présent sur la date butoir à venir, mais qu'il y avait des questions - telles que le calendrier et les critères - dont les Membres traiteraient ultérieurement au moment approprié. Il a conclu en déclarant que " Dans l'ensemble, nous avons une ouverture, mais elle est étroite et est en train de se refermer rapidement. Il

est temps pour nous de passer à un mode coopératif de résolution des problèmes et de montrer au monde que Genève est en mesure d'apporter des résultats significatifs ".

Le président du Conseil général, Shotaro Oshima (Japon) a également prié instamment les délégués de s'appuyer sur l'impulsion politique récente et a déclaré que dans le processus menant à fin juillet, il continuerait de tenir des réunions avec les présidents et les délégations dans différentes configurations et qu'il projetait de tenir des réunions informelles des chefs de délégation de manière régulière, la première le 1er juin. Concernant les thèmes de Singapour (investissement, concurrence, transparence des marchés publics et facilitation des échanges), il a noté un nouveau niveau de flexibilité et invité les Membres à réagir sur ce sujet.

Le président des négociations sur l'agriculture, Tim Groser (Nouvelle-Zélande) est intervenu pour déclarer que les Membres étaient sur le point d'élaborer un cadre sur l'agriculture. Il a mis l'accent sur le fait que le texte devait être rédigé à Genève et nulle part ailleurs ; que les contributions pouvaient venir de n'importe lesquels des textes antérieurement débattus ; que les négociations devaient démarrer immédiatement et non lors des sessions spéciales prévues du Comité de l'agriculture ; que le cadre ne comprendrait pas encore de chiffres ; et qu'un équilibre devait être trouvé entre les trois piliers agricoles (accès aux marchés, soutien interne et subventions des exportations).

Réactions des Membres

Un certain nombre de Membres sont intervenus en réponse aux présentations du directeur général et du président du Conseil général. Les Etats-Unis ont noté une entente accrue entre les Membres et ont appelé à une approche pragmatique à ce stade, en mettant l'accent sur le fait que le cadre de juillet devait être pris pour ce qu'il était - juste une première étape dans un processus plus long. Les Etats-Unis ont favorablement accueilli l'initiative récente de l'UE sur l'agriculture, par laquelle l'UE avait manifesté sa volonté d'éliminer les

subventions des exportations et ont déclaré qu'ils étaient prêts à négocier les éléments de subventions de leur système de crédit à l'exportation et les éléments qui faussent les échanges dans leur programme d'aide alimentaire. L'UE a mis l'accent sur le fait que les Membres devaient à présent en venir à la négociation des détails après que les ministres ont provoqué l'impulsion politique pour faire avancer le Cycle de Doha. En ce qui concerne l'agriculture, l'UE a noté qu'un accord équilibré devait être trouvé entre tous les trois piliers et que les préoccupations autres que d'ordre commercial devaient être incluses dans cet équilibre. L'UE a également mis l'accent sur le fait que les Membres les plus faibles ne devaient être tenus de prendre que des engagements limités.

L'Inde a souligné qu'il restait à aplanir des divergences fondamentales entre les Membres, en particulier dans le domaine clé de l'agriculture. L'Inde a également noté qu'en raison des élections récentes et du changement de gouvernements dans ce pays, il y aurait certains retards dans ses positions. Le Brésil a favorablement accueilli la flexibilité récente dont l'UE et les Etats-Unis ont fait preuve et a proposé que les Membres travaillent ensemble pour arriver à une nouvelle formule pour l'accès aux marchés dans l'agriculture au lieu de voir le G-20 et le groupe de Cairns d'exportateurs de produits agricoles proposer leur propre formule alternative. L'Australie s'est fait l'écho de cet appel à la coopération, consécutif au rejet par le G-20 et le groupe de Cairns d'une approche qui avait la faveur des Etats-Unis et de l'UE. Le Japon a appuyé le lancement de négociations sur la facilitation des échanges et a préconisé que les trois thèmes de Singapour restants soient traités dans leurs groupes de travail respectifs à l'OMC. La Malaisie a remis en cause le statut des thèmes de Singapour en notant que si les Membres avançaient sur la facilitation des échanges, le sort réservé aux trois autres thèmes était peu précis. Le président Oshima a répondu que les trois thèmes ne faisaient pas partie de l'initiative prise comme un tout ou du Cycle de Doha, mais que rien n'empêchait les Membres de remettre les thèmes sur la table.

Le Mécanisme d'intégration du commerce controversé

Anne Krueger, directrice générale par intérim du FMI, a présenté le Mécanisme d'intégration du commerce récemment lancé qui, selon elle, était destiné à aider les pays en développement à s'adapter aux changements entraînés par le Cycle de Doha. Elle a noté que l'initiative était un exemple de la cohérence accrue entre l'OMC, la Banque mondiale et le FMI et qu'elle visait à d'aider les Membres à traiter des problèmes de balance des paiements.

Un certain nombre de pays en développement Membres, dont Maurice, le Bangladesh, la Jamaïque et la Colombie, ont réagi défavorablement au Mécanisme en notant, entre autres, que son orientation vers la balance des paiements était trop limitée. Les Etats-Unis, l'UE, le Japon et le Canada ont favorablement accueilli le Mécanisme.

La prochaine réunion du Conseil général est fixée aux 27-28 juillet.

Thèmes De Singapour : Des Consensus Se Dessinent Autour De La Facilitation Des Echanges

Les consultations formelles et informelles menées autour des thèmes de Singapour depuis l'échec de Cancun semblent avoir pour résultat de favoriser des convergences quasi irréversibles en faveur de la facilitation des échanges. C'est en tout cas le constat qui ressort d'une réunion informelle des chefs de délégations tenue le 29 avril dernier sur ce sujet. Selon des sources proches des négociations, les membres en seraient même à une étape où ils pourraient prendre des engagements formels pour démarrer les discussions sur les modalités comme élément des dossiers qu'ils espèrent boucler au plus tard en juillet.

De leur introduction dans le programme de l'OMC en 1996 à ce jour, les thèmes de Singapour

(Investissement, Concurrence, transparence et facilitation des échanges) n'ont jamais cessé de constituer des pommes de discorde entre membres demandeurs, membres plus ou moins " neutres " et membres opposés à l'ouverture des négociations sur ces sujets. Ces contradictions ont atteint leur point d'orgue à Cancun où, du fait de la radicalisation des positions de près de la moitié des membres de l'OMC, dont certains membres du G20 et tous les membres du G90 composé des ACP, de l'Union Africaine et des PMA.

Au lendemain de l'échec de Cancun, plusieurs options ont été envisagées concernant les thèmes de Singapour. L'Union européenne, principal demandeur, a pendant un moment introduit et défendu l'idée d'une approche plurilatérale sur ces sujets, afin de contourner les réticences des membres à établir des disciplines multilatérales sur ces thèmes.

La facilitation des échanges : le seul sujet qui semble émerger d'une longue controverse

En début novembre, le concept de la formule dite du 2 + 2 est apparu au cours de la première phase de consultation sur les thèmes de Singapour. Lors d'une autre réunion tenue le 24 novembre, alors qu'aucun accord n'avait été obtenu à la réunion du 12 novembre sur la formule dite du 2+2, le Directeur général adjoint, Rufus Yerxa, qui présidait la rencontre au nom de Carlos Del Castillo, avait invité les membres à faire leur commentaire sur l'annexe E du texte de Derbez (Rev.2) http://www.ictsd.org/pass_synthese/03-11/wtoinbrief.htm . Il leur avait fait la suggestion d'ouvrir des négociations sur la transparence des marchés publics et la facilitation des échanges lors de la réunion du 15 décembre et de débattre par la suite de leurs modalités respectives. Sur les questions portant sur l'investissement et la concurrence, il avait suggéré que les Membres pourraient convenir de redémarrer le processus de clarification sur les modalités http://www.ictsd.org/pass_synthese/03-12/story1.htm.

Mais en décembre, prenant les devants sur les discussions à venir, un groupe de PMA, avec 15

autres pays en voie de développement comprenant la Chine et l'Inde, a soumis une communication sur les questions de Singapour (WT/GC/W/522). Dans la communication, ces pays ont demandé que l'investissement, la concurrence et la transparence dans l'attribution des marchés publics soient retirés des négociations. Ils ont soutenu qu'en raison de la persistance des divergences sur une si longue période sur le statut et le contenu des questions de Singapour entre les Membres, il serait plus approprié concentrer les efforts en premier lieu sur des questions dont la compétence de l'OMC n'est pas remise en cause, à savoir l'agriculture, l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, les services et les questions de développement ". Ils ont en outre rejeté l'approche plurilatérale du traitement de ces questions, mise sur la table formellement le 4 décembre par l'UE.

Les discussions ont quelque peu piétiné au début de l'année 2004 avant que le consensus ne se soit précisé plus clairement en Avril. Lors des consultations informelles du 6 avril, un groupe de pays en développement qui se fait appelé " noyau central " s'est dit disposé à discuter de la facilitation des échanges, mais seulement à des fins de clarification et non de négociation http://www.ictsd.org/pass_synthese/04-04/wtoinbrief.htm. Le groupe souhaite que la clarification s'étende aux modalités de fond pour les négociations, mais a réitéré que les négociations devaient reposer sur " un consensus explicite " conformément à la lettre de Doha. Les membres du groupe ont en outre fait part de leur souhait de voir le retrait total des thèmes de Singapour restants du programme de travail de l'OMC et ont appelé à une assistance technique sur la facilitation des échanges.

Toutefois, malgré cette ouverture, une analyse minutieuse du discours et des initiatives donne à penser que celui-ci serait très peu enthousiaste quant à l'idée de débattre de la facilitation des échanges avant de voir des avancées sur des questions plus pressantes telles que l'agriculture. Il comprend actuellement le Bangladesh (représentant les PMA), le Botswana, l'Égypte, Cuba, la Chine, l'Inde, l'Indonésie, la Jamaïque, le

Kenya, le Nigeria, les Philippines, la Tanzanie, l'Ouganda, la Zambie, le Zimbabwe et la Malaisie qui en est la coordonnatrice actuelle.

Les PMA et l'Union Africaine érigent cependant des garde-fous

Lors de leur réunion tenue à Dakar tenue à Dakar les 4 et 5 mai derniers sur la relance des négociations commerciales, les PMA ont, à travers une déclaration, reconnu les évolutions sur les thèmes de Singapour depuis l'échec de Cancun. Après avoir rappelé la nécessité de d'exclure trois des thèmes, en l'occurrence l'Investissement, la Concurrence et la Transparence des marchés publics, du programme de travail de Doha, les Ministres des PMA ont convenu d'aborder la facilitation des échanges à travers l'approche la plus prudente qu'ils pouvaient trouver :

- a) Poursuivre le travail de clarification des divers aspects de cette question et effectuer ce travail parallèlement aux autres éléments du Programme de travail de Doha.
- b) Après finalisation du processus de clarification, prendre une décision sur les modalités, par consensus explicite, avant que des négociations ne puissent commencer. Des modalités qui devraient comprendre, entre autres, l'adoption d'une disposition exemptant les PMA d'actions pour le règlement des différends.
- c) Amener les pays développés à prendre des engagements pour assurer aux PMA une assistance financière et technique leur permettant de mener des études dans le but d'évaluer les implications et de faire face aux coûts de la mise en œuvre des mesures de facilitation des échanges.

Les ministres du commerce de l'Union Africaine, réunis à Kigali du 24 au 28 mai ont aussi adopté la même posture que les PMA. Une convergence de vue entre les deux groupes qui présage déjà, en attendant l'adoption de positions similaires pays les ACP, de ce que sera la position finale du G90 sur les thèmes de Singapour. Rien ne semble donc plus s'opposer au lancement de discussions formelles sur la facilitation des échanges. Le seul aspect qui demeure inconnu, c'est le temps nécessaire pour mettre en œuvre d'une telle démarche et pour

conclure un accord qui ferait partie de l'engagement unique.

NOUVELLES DE L'OMC

Va T-On Vers Un Accord Global Sur Les Négociations Sur Le Mémorandum D'Accord Sur Le Règlement Des Différends ?

La session spéciale (de négociation) de l'Organe de règlement des différends (ORD) de l'OMC s'est réunie le 30 avril dernier pour étudier les progrès réalisés dans le réexamen du Mémorandum d'Accord sur le règlement des différends. La réunion s'est penchée sur un ensemble de propositions à venir émanant d'un groupe de six pays dans le but de sauver les négociations. L'Argentine, le Brésil, le Canada, l'Inde, la Norvège et la Nouvelle-Zélande sont en train de travailler sur l'ensemble de propositions pour faciliter le consensus sur des questions telles que le pouvoir pour l'Organe d'appel de renvoyer un différend devant le groupe spécial (pouvoir de renvoi devant un groupe spécial) et les conflits de calendriers découlant des procédures de rétorsion (échelonnement). D'autres questions de l'ensemble comprennent des préoccupations des pays en développement telles que les coûts des litiges, la transparence, l'élargissement des droits des tierces parties et les procédures visant à déterminer la levée des sanctions autorisées par l'OMC. Le Mexique est en train de travailler avec le groupe mais n'apporte pas un appui total à l'ensemble de propositions.

En réponse au futur ensemble, certains pays en développement ont déclaré qu'il ne semblait pas réaliser un bon équilibre entre les questions systémiques qui affectent le Mémorandum d'Accord dans son ensemble et spécifiquement les questions des pays en développement. Le Groupe africain a mis l'accent sur le fait qu'il aimerait voir reflétées dans l'ensemble des propositions ses

positions antérieures appelant le Secrétariat de l'OMC à apporter un appui plus fort en matière de litiges aux pays les moins avancés (PMA) et aux pays en développement impliqués dans un différend. Le groupe a également appelé à la mise en place d'un fond pour le règlement des différends. De telles réformes, selon le Groupe africain, seraient cruciales dans la résolution du problème d'accès des pays en développement et des PMA au Mémorandum d'Accord sur le règlement des différends.

Le manque d'enthousiasme apparent des Etats-Unis et de l'UE envers les travaux du groupe a conduit certains Membres à se demander s'ils apporteraient leur soutien à l'ensemble de propositions une fois qu'il sera présenté, ce qui est d'une importance clé pour sa viabilité.

Pendant ce temps, les délégués à l'OMC ont indiqué qu'une date limite fixée au 31 mai de cette année pour conclure les négociations ne serait probablement pas respectée.

Très peu d'avancées ont été notées durant la dernière session spéciale (de négociation) de tenue le 10 mai dernier. La Norvège a brièvement fait rapport des travaux en cours d'un groupe de 7 pays qui développent un train de réformes pour le Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. Selon la Norvège, le train de réformes visait à faire avancer les négociations et les 6 pays s'étaient jusqu'ici mis d'accord sur trois questions à l'examen : l'échelonnement, le renvoi devant un groupe spécial et la post-rétorsion. Le délégué norvégien a toutefois noté que le groupe travaillait toujours sur la transparence, les droits des tierces parties, le respect des obligations et les questions qui concernent les pays en développement. La Norvège n'a pas indiqué à quelle date le train de réformes escompté serait prêt, laissant certains délégués s'interroger sur l'impact des divergences entre les membres du groupe qui développent le train de réformes. Les autres membres du groupe sont l'Argentine, le Brésil, le Canada, l'Inde, le Mexique et la Nouvelle-Zélande.

Le Comité Du Développement Débat De La Chute Des Prix Des Produits De Base

Lors de la réunion du Comité du Commerce et du Développement (CCD) de l'OMC, le 11 mai derniers, les Membres se sont penchés sur la baisse des prix des produits de base et sur le paragraphe 51 du mandat de Doha (qui demande aux Membres d'examiner la manière dont le développement durable est reflété dans les négociations générales). Présidée par l'ambassadeur Trevor Clarke (Barbade), la réunion a été dominée par des discussions sur la baisse des prix des produits de base, fondées sur la réunion antérieure du CCD, en février. Dans une présentation conjointe, le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda ont fait une suggestion concernant l'affectation des travaux à l'OMC sur les questions relatives à la baisse des prix des produits de base (WT/COMTD/W/130). La présentation proposait que les travaux soient répartis entre la session spéciale (de négociation) du Comité de l'agriculture et le Groupe de négociation de l'accès aux marchés, le CCD étant chargé de surveiller les progrès sur la question dans les négociations.

Dans sa présentation (WT/COMTD/W/129), la Suisse considérait qu'il était essentiel que les Membres soient bien informés des facteurs techniques, économiques et commerciaux qui influent sur la baisse et la volatilité des prix des produits de base, pour permettre une analyse solide dans les négociations. La Suisse préférerait des discussions approfondies au sein du CCD, avec l'appui de contributions des diverses organisations internationales représentées à ces réunions. Selon les Suisses, le rôle du CCD était de sensibiliser davantage sur la baisse des prix des produits de base et de préparer le terrain pour permettre aux délégations de présenter des propositions concrètes lors des sessions de négociations, plutôt que de faire des recommandations concrètes aux organes de négociation.

Alors que la proposition du Kenya, de l'Ouganda et de la Tanzanie a suscité un large appui de la part des pays en développement, ainsi que des États-

Unis, certains pays développés tels que le Japon, seraient en faveur de la proposition suisse.

Lors de la réunion, les Membres ont également appuyé une demande de statut d'observateur du Fond commun des produits de base (Common Fund for Commodities), une institution financière intergouvernementale.

Les pays en développement cherchent à mettre en application le paragraphe 51

Les discussions sur le para. 51 ont suscité des clivages entre des pays tels que le Kenya et l'Inde, qui recherchaient une mise en œuvre " fidèle " de la lettre du mandat de Doha, et certains pays développés. Un délégué d'un pays en développement a mis l'accent sur le fait que le mandat de Doha demandait au CCD d'identifier les aspects des négociations relatifs au développement durable et de débattre de ces aspects " ... afin d'aider à atteindre l'objectif visant à ce que le développement durable soit pris en compte d'une manière appropriée. " Le délégué a préconisé davantage que des débats académiques et des rapports de divers comités soumis au CCD et a déclaré que le Comité devait servir de mécanisme de contrôle pour garantir que les négociations menaient à un développement durable significatif. De nombreux pays en développement se sont toutefois préoccupés du fait que tout pouvoir de faire des recommandations impliquerait l'octroi d'un mandat de négociation à la session régulière du CCD et ont souhaité maintenir les discussions sur un plan académique. Le Canada et les États-Unis auraient adopté une position plus en harmonie avec celle des pays en développement. Sur une suggestion du président, des consultations informelles doivent avoir lieu d'ici peu à la fois sur la baisse des produits de base et sur le para. 51.

Les Maldives sollicitent un traitement spécial pour la gradation des PMA

Dans une présentation faite à la session du CCD (WT/COMTD/W/128), les Maldives ont soulevé une nouvelle question en demandant au CCD de recommander une série de mesures qui leur permettrait ainsi qu'à d'autres pays moins avancés (PMA) une transition en douceur dans le passage

du statut de PMA à celui de pays en développement. Les Maldives ont attiré l'attention sur les coûts additionnels entraînés par l'ajout d'obligations aux fins de l'OMC à la suite de la gradation et sur la perte de préférences commerciales auxquels ce pays serait confronté. Certains Membres ont répondu en proposant que tout traitement préférentiel soit appliqué au cas par cas - dans ce cas aux Maldives, qui avaient demandé que la gradation soit traitée comme une question systémique. La gradation des Maldives est toujours en cours au sein de l'ONU, et des discussions supplémentaires sur la question doivent avoir lieu au CCD.

La prochaine réunion du CCD aura lieu en septembre 2004.

SUR LE FIL

De Dakar A Kigali, Les Pays Africains Assouplissent Leur Discours Et Affirment Leur Volonté De Relancer Les Négociations Multilatérales

Plus de 78 Ministres du Commerce et hauts représentants des pays moins avancés se sont réunis à Dakar, du 4 au 5 mai 2004, dans le but de discuter des moyens de relancer les négociations commerciales dans l'impasse depuis l'échec de la cinquième conférence ministérielle de l'OMC à Cancun. Trois semaines plus tard, les Ministres du commerce des Etats Membres de l'Union Africaine (UA) se sont réunis à Kigali, au Rwanda les 27 et 28 Mai derniers. Ils ont dans la même veine souligné l'urgence de débloquent les négociations à l'OMC et considèrent le Conseil Général de juillet prochain comme l'étape cruciale devant mener à l'aboutissement du travail de Doha. Trente quatre des 49 PMA sont des pays d'Afrique, et la plupart des Membres de l'UA sont des pays en développement qui oeuvrent pour plus de flexibilité dans les négociations commerciales. Ce

n'est donc pas un hasard si, globalement, ce sont les même préoccupations qui reviennent.

Lors de ces deux rencontres, les discussions se sont focalisées principalement sur les sujets tels que l'Agriculture, l'initiative sur le coton, l'accès aux marchés des produits non agricoles, les questions de Singapour, les questions de développement, les services etc.

Ouvrant la réunion de Dakar, la Ministre du commerce du Sénégal a affirmé que celle-ci permettra aux PMA de faire des propositions concrètes, en tant que force de négociation, sur les sujets clé actuellement en discussion à l'OMC, en se basant sur la Déclaration de Dhaka pour les PMA et sur le texte de Derbez, retenu comme base de relance des négociations post-Cancun.

A sa suite, le Ministre tanzanien du Commerce, en sa qualité de porte parole du Groupe des PMA à Genève, s'est félicité de la tenue à Dakar de cette rencontre qui consolide l'alliance entre les PMA, notée depuis 2001 suite à la réunion de Zanzibar où ils avaient élaboré une plate-forme commune contre leur marginalisation dans le système commercial. Il est revenu sur la nécessité de lever les contraintes qui empêchent les empêchent de profiter réellement des opportunités du système commercial. A son avis, le cas du coton est l'exemple le plus édifiant des injustices vécues par les PMA face aux maintiens des subventions et des mesures de soutien internes de certains pays développés, dont les effets de distorsions ne sont plus à démontrer. A Kigali aussi, cette question a été abordée. Le consensus demeure sur la substance de la demande des pays africains producteurs de coton. Aussi bien les PMA que les Membres de l'UA continuent de se focaliser sur les deux points essentiels : l'élimination totale des subventions à l'exportation sur une période de trois ans, ainsi que celle des soutiens internes liés à la production sur quatre ans, le tout à partir du 1er janvier 2005 ; et la mise en place d'un Fonds de soutien à la filière Coton. En plus, l'accent est mis sur la mise en œuvre des décisions de la rencontre de Cotonou des 23 et 24 Mai derniers, notamment les aspects liés aux développement, sans oublier

que l'essence de la question restant liée au commerce, une solution devrait aussi être trouvée à l'OMC.

L'agriculture en vedette

Pour une réunion destinée à offrir aux PMA une occasion de passer en revue leurs positions Pré-Cancun, de faire le bilan des pourparlers commerciaux depuis l'échec de Cancun et de convenir, s'il y a lieu, de nouvelles propositions pour contribuer à la relance des négociations, en toute souveraineté, la réunion de Dakar a, du fait de la présence et de la place du négociateur européen Pascal Lamy, tourné à un dialogue entre l'UE et les PMA. Même si, comme à son habitude, Lamy n'a occupé les devants de la scène des PMA qu'au premier jour de la réunion, cela a suffi à mettre le ver dans le fruit pour le reste des discussions et à influencer, peut-être à leur insu, les positions des ministres réunis à Dakar.

C'est assurément dans le volet agricole que les propositions du Commissaire européen ont le plus retenu l'attention. Il a ainsi rappelé qu'en ce qui concerne les subventions à l'exportation, une proposition substantielle a été faite par l'Union Européenne en vue d'éliminer les subventions à l'exportation sur une liste de produits d'intérêt pour les pays en développement. L'UE a-t-il affirmé est même prête à aller beaucoup plus loin en mettant sur la table l'ensemble des subventions à l'exportation, à condition que les autres membres de l'OMC en fassent autant. Sur le soutien interne, l'Union est disposée à réduire fortement ses soutiens, à condition d'être suivi notamment par les Etats Unis. Le même état d'esprit sous-tend aussi les positions de l'UE sur l'accès aux marchés, où Lamy a rappelé la mise en place depuis 2001 de l'initiative " Tout sauf les armes " qui permet un accès illimité sans aucune restriction quantitative, ni droits de douanes aux produits en provenance des PMA, à l'exception des armes.

" Si j'étais vous, je prendrais le train qui est parti plutôt que celui resté à quai ". Telle est la formule anecdotique, mais, révélatrice que Lamy a choisie pour donner ses précieux " Conseils " au Ministres des PMA sur le dossier coton. D'après lui, les

PMA, les promoteurs de l'initiative sectorielle sur le coton en particulier, gagneraient à concentrer leurs efforts sur l'agriculture, où le coton ne serait qu'un élément parmi d'autres, afin de profiter des avancées sur ce dossier qui " bouge ". Cet étonnant conseil a d'ailleurs amené un des experts des PMA à se demander si Pascal Lamy parle des mêmes négociations agricoles que celles qui ont cours à l'OMC lorsqu'il postule que les choses bougent dans ce domaine. Selon cette source, bien au fait des négociations, il n'existe à ce jour aucun progrès sérieux sur les négociations sur l'agriculture qui pourrait décrier les pourparlers. Et ce n'est certainement pas la proposition, encore au conditionnel, de l'Union européenne de supprimer ses subventions à l'exportation qui pourrait donner le déclic.

Accordant à la question agricole une place importante à Kigali, les pays africains ont pour leur part fait du traitement spécial et différencié leur maître-mot. S'ils veulent relancer les négociations commerciales, ils insistent beaucoup sur la vulnérabilité de leur économie et la nécessité de dispositions spécifiques les concernant. Ainsi, les modalités des négociations sur l'agriculture doivent tenir pleinement compte des besoins en matière de développement et des préoccupations de l'Afrique, en y incluant des mesures de traitement spécial et différencié appropriées comme le stipule l'article 9.4 de l'Accord sur l'Agriculture. Ces négociations devraient alors aménager un espace politique qui permettrait aux pays africains de poursuivre leurs politiques agricoles qui répondent à leurs objectifs de développement, à leurs stratégies de réduction de la pauvreté, à leurs préoccupations en matière de sécurité alimentaire et de moyens de subsistance. Les ministres africains disent aussi leur préoccupations, dans le domaine de l'accès aux marchés, sur de la formule mixte telle qu'énoncée dans le texte de Derbez. Ils préconisent que la formule de réduction tarifaire qui sera agréée devrait tenir pleinement compte des besoins et préoccupations des pays africains en matière de développement. Faisant ressortir une vieille revendication, l'accent a été aussi mis sur le problème de la permutation entre les boîtes distinguant les aides et subventions versées par les

Etats à leur agriculteurs. Il est ainsi demandé aux Membres de l'OMC de mettre en place un mécanisme permanent faisant partie du Cadre Global pour empêcher les transferts de subventions entre les catégories au détriment des agriculteurs des pays du sud.

Compromis et flexibilité : les maître-mots de la démarche des pays africains

Tout comme les autres participants, le Directeur général de l'OMC, a souhaité que la déclaration de Dakar reflète les priorités des PMA, tout en les invitant à faire preuve de souplesse sur leur position afin de contribuer à la relance des négociations. Une souplesse poussée peut être trop loin selon certains observateurs, qui a amené les PMA à adopter le texte de Derbez comme base de relance des négociations et à lâcher du lest sur les thèmes de Singapour. Au lieu d'insister sur un strict parallélisme entre les efforts faits par les PMA et ceux des autres, les Ministres ont pris Lamy et d'autres au mot et se sont " déshabillés " les premiers - pour reprendre le reproche fait à Lamy par le ministre français de l'agriculture-. "Les choses sont en train de se débloquer", a estimé Alain Raharijaoua, expert et conseiller du ministre du Commerce de Madagascar. Les PMA ont décidé d'être plus flexibles, d'agir avec plus de souplesse en réponse aux efforts consentis par l'Union européenne et les Etats-Unis. De plus, "nous sommes presque à la fin du programme de Doha et on a encore rien fait". Et d'ajouter: "On a vu que l'UE et les Etats-Unis sont fait des concessions, à nous, PMA et membres du G 90 de faire des efforts." Une chose est sûre, c'est que "maintenant on va pouvoir avancer, ce que l'on ne pouvait pas dire il y a encore deux mois". C'est dans le domaine des thèmes de Singapour que la flexibilité des PMA se manifeste le plus clairement. En décidant d'aborder la facilitation des échanges, les PMA assouplissent une position farouchement défendue avant et à Cancun qui consistait à refuser l'ouverture des négociations sur l'ensemble des quatre thèmes de Singapour (voir article sur les thèmes de Singapour). Une position qu'ils avaient partagée avec les pays de l'Union africaine et les pays ACP dans le cadre du G-90. Bien que confirmant cette concession de taille, le

Consensus de Kigali tient à rappeler les inquiétudes africaines à l'origine de leur appréhension sur les thèmes de Singapour. Ils se disent préoccupés par leurs conséquences potentiellement graves sur leurs économies ; et bien que disposés à s'engager sur l'élaboration d'un programme de travail plus focalisé et précis au sujet de la question de la facilitation des échanges, ils continuent de poser comme condition la clarification d'un certain nombre de questions par consensus explicite, avant de convenir des modalités de négociations. Il s'agit notamment de la nécessité d'éliminer les contraintes liées aux ressources et à la capacité des pays en développement, du coût de la mise en œuvre des nouvelles règles, de la question de savoir comment et qui va assumer le coût. Il est également nécessaire d'avoir des éclaircissements sur la validité d'application du mécanisme de règlement des différends et si les nouvelles règles sont contraignantes ou pas.

Le traitement Spécial et Différencié comme fil conducteur de la rencontre de Kigali

De par sa transversalité, c'est le thème qui est le plus revenu dans les discussions à Kigali. En plus de préoccupations spécifiques qui lui sont liées, des dispositions qui ont été prises dans les autres domaines de négociation l'invoquent régulièrement pour mieux assurer l'intégration des pays africains dans le système commercial. Les ministres s'inquiètent de l'absence de progrès tangibles sur cette question et du respect du mandat de Doha. Ils aimeraient que toutes les questions relatives aux dispositions du traitement spécial et différencié, qui doivent être rendues plus précises, efficaces et opérationnelles, se déroulent en session extraordinaire du Comité sur le commerce et le Développement.

Par ailleurs, sur les problèmes d'accès aux marchés pour les produits non agricoles, les propositions contenues dans le texte de Derbez constituent des sources de préoccupation sérieuses, en ce qu'elles sont en contradiction avec le principe de la réciprocité moins que totale, tel qu'énoncé dans la déclaration de Doha. Pour éviter ou amoindrir les risques liées à la crise de désindustrialisation, il

doit être tenu constamment en compte les besoins de flexibilité des pays africains par l'application d'un traitement spécial et différencié quelque soit la formule qui sera adoptée à l'OMC. En définitive, le cadre qui doit être adopté doit être tel que les barrières non tarifaires ne réduiront pas à néant les opportunités d'accès aux marchés pour les exportations africaines.

De même, dans le domaine des services, les participants à la rencontre se désolent qu'aucun pays africain n'a soumis d'offres durant la phase actuelle des négociations. Ils optent pour le respect du principe de libéralisation progressive tel qu'énoncé dans l'AGCS et préconisent une place plus prépondérante pour les secteurs et les modes d'exportations qui intéressent africains, en particulier la question de la libre circulation des personnes (mode 4).

Tout en appelant à l'organisation d'une réunion internationale, dans les meilleurs délais, regroupant les PMA et l'ensemble des partenaires au développement, en vue de la mise en place d'un dispositif efficace de suivi de la mise en œuvre des programmes du Cadre Intégré, les pays africains réunis à Kigali réaffirment aussi la requête faite depuis longtemps par l'Union Africaine pour l'obtention de statut d'observateur permanent, compte tenu de son mandat en matière de politique commerciale. Cette requête devrait être traitée d'une manière prioritaire par l'adoption d'une décision urgente du Conseil général de l'OMC.

ACP/UE : Une Série De Décisions Sur Les Négociations Commerciales Sur Les APE Et A OMC

Au début du mois (les 4, 5, 6 et 7 mai), les pays ACP se sont retrouvés à Gaborone au Botswana dans le cadre de réunions de haut niveau : le Conseil des ministres ACP et la Conseil des ministres UE/ACP. Ces rencontres ont permis de prendre un certain nombre de décisions sur les négociations commerciales concernant l'OMC et les APE ainsi que sur des thèmes spécifiques

comme les normes sanitaires. Il a aussi été beaucoup question de l'actualité de l'élargissement de l'UE.

Les 4 et 5 Mai, s'est tenue le Conseil des ministres ACP Pour le renforcement de la stratégie ACP en vue de la révision de l'Accord de Cotonou et des négociations des APE et à l'OMC. Les ministres ont affirmés que la solidarité entre les différents pays ACP doit être le maître mot dans leur stratégie de négociations commerciales aussi bien avec l'UE que dans le contexte de l'OMC.

Aussi, la révision de l'Accord de Cotonou à l'ordre du jour, ne doit pas simplement être une simple renégociation, mais intégrer les aspects de développement qui doivent être présents tout au long du processus. Cela étant, ils ont approuvé le calendrier et la structure des négociations qui se conduiront à trois niveaux : ministériel, ambassadorial et technique.

Sur la négociation des Accords de partenariat économique, le ministres ACP ont réaffirmé leur volonté de se focaliser sur des points liés à la première phase Tous ACP. Les négociations de cette première phase doivent être englobées dans quatre questions d'une grande acuité. Ce sont les questions liées au commerce (à l'exclusion des questions de Singapour), les règles d'origine, le règlement des différends et la clause de non-exécution. En outre, les ministres ACP veulent dénier toute possibilité de lien entre les APE en négociation et les dispositions de l'Accord de Cotonou relatives aux consultations politiques et aux sanctions y afférentes. Enfin, le problème des Etats ACP non PMA qui ne sont pas en mesure de conclure des accords de partenariat est revenu sur la table. Les ministres ACP ont demandé le report à 2006 de l'examen de leur situation.

Sur l'évolution du Programme de travail de Doha à l'OMC, la volonté de faire face aux exigences de la situation post-Cancun postule que les stratégies déjà mises en place soient affinées. Pour ce faire, un programme exécutoire à moyen terme a été entériné. Il s'articule autour des points suivants: la

tenue de deux réunions du G 90 sous l'initiative de la Guyane et de Maurice, qui se tiendront respectivement en juin et juillet 2004 ; la présentation des points de vue ACP à la prochaine session de la CNUCED en juillet 2004 ; et la tenue d'une réunion extraordinaire des Ministres du Commerce ACP avant la prochaine session du Conseil général de l'OMC.

Les ministres ont par ailleurs délibéré sur la problématique des normes sanitaires et de l'accès de leurs produits aux marchés européens. Ils ne voudraient pas que les normes sanitaires soient transformées en des barrières non tarifaires dans le cadre d'un protectionnisme déguisé. Ils ont ainsi, sous la forme d'une décision, prévu de demander un programme d'aide aux producteurs de café, de cacao et d'arachide par le biais d'une assistance technique et financière à l'UE.

A la suite de leur réunion interne, les ministres ACP ont rencontré dès le lendemain leurs homologues de l'UE. Ils leur ont présenté leurs positions sur des questions cruciales pour la coopération, questions sur lesquelles divergent les analyses des deux parties sur conclusions et résolutions prises la veille et liées aux APE. Mais ils ont surtout fait état de leur préoccupation en ce qui concerne l'élargissement de l'UE.

Le Conseil conjoint s'est penché sur la situation des produits de base - sucre, riz, banane et coton - dont chacun constitue parfois la ressource la plus importante pour certains pays ACP. Ce fut l'occasion pour les ministres ACP de poser le problème de l'érosion des avantages qui leur sont conférés par l'Union et demandent une intervention plus énergique. Dans la même veine, ils considèrent que l'élargissement de l'Union ne constitue pas seulement une opportunité d'un marché plus large avec plus de partenaires avec qui coopérer, mais un risque que l'aide au développement qui sera accordée aux nouveaux Membres soit ponctionnée dans la part qui leur était jusque là réservée.

En conclusion, les Ministres ACP insistent sur l'imbrication des différentes négociations

commerciales et estiment que leurs pays ne peuvent pas continuer à prendre à l'OMC des engagements qu'ils ne pourront pas respecter et qu'ils ont besoin de plus de temps pour renforcer leurs capacités et pouvoir vraiment insérer sans à-coup le commerce global.

Sources : www.acpsec.org

Le Point Sur Les OGM En Afrique: Des Brèches Qui S'Elargissent

Un certain nombre de faits récents ont mis en évidence les défis sérieux auxquels les pays africains continuent d'être confrontés en ce qui concerne l'adoption de la biotechnologie dans le continent. Si certains pays tels que le Nigeria sont en train de se frayer un chemin dans le développement de ce secteur, d'autres gouvernements et groupes sont hésitants. La sécurité sanitaire, la santé, la sécurité alimentaire, l'environnement, les besoins réglementaires et les préoccupations des ONG figurent au nombre des considérations dont les gouvernements doivent tenir compte pour décider d'adopter ou non de telles technologies et comment le faire.

Réglementation des produits contenant des OGM au Botswana : une bataille difficile ?

Un atelier organisé le 28 avril par le ministère de l'Agriculture du Botswana a révélé qu'arriver à élaborer un cadre pour la réglementation des OGM pourrait être une tâche ardue. Les représentants de Biotechnology Alliance de la Namibie - un des pays à un stade avancé de la formulation d'un cadre - ont noté que la mise en place du cadre nécessitait souvent que l'on procède par tâtonnements. Les problèmes mentionnés lors de l'atelier comprenaient les suivants : la révision des lois en vigueur ; la question de savoir si une nouvelle législation sur les importations et le commerce était nécessaire ; et les contrôles fragmentés disséminés dans différents ministères à travers le pays. D'autres participants ont noté des difficultés dans la surveillance des produits alimentaires qui

passent les frontières, en raison du grand besoin de produits alimentaires dans un continent souvent soumis à des pénuries alimentaires graves et à la famine. Tout en citant les opportunités qu'offrent les cultures OGM, par exemple un rendement durable accru, le Dr Mmasera Manthe-Tsuaneng, coordinateur national de la prévention des risques biotechnologiques au Botswana, a également expliqué les menaces qu'elles présentent : " Les conséquences socio-économiques sont potentiellement graves, par exemple, le remplacement des cultures de rente et la perturbation des systèmes agricoles à petite échelle qui sont courants dans des pays en développement tels que le Botswana. " Le Botswana a ratifié le Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques, qui requiert des pays qu'ils mettent en œuvre les cadres nécessaires pour la prévention des risques biotechnologiques.

Le gouvernement nigérian appuie une initiative sur la biotechnologie

Dans un Mémoire d'accord signé le 3 mai, l'USAID (US Agency for International Development) a promis de fournir 2,1 millions de dollars US (près de 380 millions de nairas) pendant trois ans pour appuyer le Projet NABP (Nigeria Agriculture Biotechnology Project) et le réseau WABNET (West African Biotechnology Network). Le gouvernement nigérian, l'Institut international de l'agriculture tropicale (IIAT) et l'USAID appuient conjointement cette initiative de biotechnologie. Selon le ministre des sciences et de la technologie nigérian, le professeur Turner Isoun, le projet encouragera la croissance économique et l'utilisation durable des ressources naturelles et favorisera la santé, le développement environnemental, industriel et agricole dans la sous-région africaine. Rick Roberts, chargé d'Affaires à l'ambassade américaine au Nigeria, a également mis l'accent sur les avantages pour le Nigeria : " Le rendement à la fois des cultures de niébé et de manioc pourrait plus que doubler grâce au développement de variétés résistantes aux insectes et aux maladies. " Toutefois, Environmental Rights Action of Nigeria (ERAN), la branche nigériane de Friends of the Earth International, a critiqué ce projet qu'il qualifie de "

néo-colonial ", en soutenant qu'il menace d'éroder la souveraineté alimentaire et de priver les Nigériens du droit à une alimentation sûre. " [Les organismes génétiquement modifiés (OGM)] ont des impacts environnementaux, économiques, culturels, éthiques, politiques et sanitaires négatifs potentiels " a déclaré Doifie Ola, porte-parole d'ERAN. Il a ajouté que l'Afrique était en train de devenir une décharge pour les produits rejetés ailleurs, avec l'industrie biotechnologique et les gouvernements qui " poussent " certains produits vers l'Afrique, sans égard pour la prévention des risques biotechnologiques et les modes de subsistance des Africains.

Des ONG africaines font part de leur préoccupation aux donateurs d'aide alimentaire Le 4 mai, plus de 60 ONG de 15 pays africains ont envoyé une lettre au Programme alimentaire mondial (PAM) et à l'USAID pour faire part de leur préoccupation concernant le fait que l'Angola et le Soudan s'étaient vus refuser le droit de choisir d'accepter ou non une aide alimentaire contenant des OGM. Selon les ONG, des pressions peu appropriées avaient été exercées sur les gouvernements pour qu'ils lèvent les restrictions sur l'aide alimentaire contenant des OGM. A la suite des recommandations du comité consultatif de la SADC (Southern African Development Community) en matière de biotechnologie et de prévention des risques biotechnologiques, l'Angola avait fixé comme condition à l'importation d'aide alimentaire génétiquement modifié que les céréales soient moulues avant leur entrée. Les ONG prétendent que le PAM avait averti l'Angola que l'aide alimentaire serait réduite si ce pays continuait à insister sur une telle exigence. En réponse à la lettre, le PAM a réfuté cela. " Nous avons informé le gouvernement de l'Angola que s'il insistait pour que tous les produits alimentaires contenant des OGM soient moulus, le processus de livraison serait retardé parce que l'Angola n'a pas la capacité de moulin de grandes quantités de céréales ... Il faudrait moulin les céréales à l'étranger et nous aurions à trouver quelqu'un pour payer " a commenté Michael Huggins, porte-parole régional du PAM pour l'Afrique australe. En outre, les ONG soutiennent que l'USAID a totalement

supprimé l'aide alimentaire au Soudan en réaction au fait que ce pays avait exigé que l'aide alimentaire soit certifiée sans OGM. Huggins a rejeté ces allégations, en notant que " Le gouvernement américain vient de faire des dons de 33.000 tonnes métriques d'aide alimentaire à ce pays ". Dans un rapport du 4 mai, Earthlife Africa, ERA, GRAIN et SafeAge mettent en exergue des alternatives sans OGM aux niveaux national, régional et international, que les donateurs devraient mettre à la disposition du Soudan et de l'Angola.

EVENEMENTS

Cette rubrique présente une liste de réunions concernant le commerce et le développement durable. Elles se tiendront dans les différents organes de l' OMC ou dans d'autres organisations au cours du mois à venir. Pour avoir plus d'informations sur les prochaines rencontres relatives au commerce et au développement durable, veuillez consulter le calendrier de l'ICTSD sur le site : <http://www.ictsd.org/cal/index.htm>.

EVENEMENTS A l'OMC

1er Juin, OMC, Genève, Organe de règlement des différends

2 - 4 Juin, OMC, Genève, Comité de l'agriculture, session spéciale

7 Juin, OMC, Genève, Sous comité des PMA, WTO/AIR/2311

8 Juin, OMC, Genève, Groupe de négociations sur les règles

14 Juin, OMC, Genève, Organe d'examen des Politiques commerciales - Singapour, WTO/AIR/2312

15 - 16 Juin, OMC, Genève, Conseil des ADPIC,

17 Juin, OMC, Genève, Comité de l'agriculture

18 Juin, OMC, Genève, Conseil des ADPIC

21 Juin, OMC, Genève, Comité du commerce et de l'environnement

22 - 23, OMC , Genève, Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires, WTO/AIR/2310

22 Juin, OMC, Genève, Comité du commerce et de l'environnement, WTO/AIR/2315

23 - 25, OMC, Genève, Comité de l'agriculture, session spéciale

28 Juin, OMC, Genève, Conseil du commerce des services, session spéciale

30 Juin, Organe d'examen des politiques commerciales, Bénin, Burkina Faso, Mali

Evènements ailleurs

1 - 4 Juin, Bonn, Allemagne, Conférence internationale pour les énergies renouvelables, Contact: Secrétariat de la Conférence, Telephone:49-6196-794404, Fax: 49-6196-794405 Email: info@renewables2004.de ; Web Site: <http://www.renewables2004.de/>

7 - 8 Juin, Hamburg, Allemagne, Conférence sur la protection du climat comme une opportunité de développement, Contact: Axel Michaelowa, Hamburg Institute's Climate Policy Programme, Téléphone: 49-40-4283-4309 or 49-40-4283-4451 Email: a-michaelowa@hwwa.de ; Web Site: <http://www.hwwa.de/climate.htm>

7 - 9 Juin, Copenhague, Danemark, Conférence internationale sur l'incertitude et la précaution dans le management de l'environnement, Contact: MIACON, Meeting and Conférence Services Téléphone: 45-4585-9727 ; Fax: 45-4583-9727 Email: mia@miacon.dk ; Web Site: <http://upem.er.dtu.dk/>

8 - 10 Juin, Sea Island, Usa, Réunion du G8, Contact: 2004 G8 Summit Planning Organizations

Téléphone: 1-202-647-4804 ; Fax: 1-202-647-3079

Email: info@G8USA.gov ; Web Site:
<http://www.g8usa.gov>

9 - 11 Juin, Dar es Salam, Tanzanie, 4ème session régionale du Forum global de la biodiversité pour l'Afrique, Contact: Laurence Christen ; Téléphone: +41 22 999-0223 Fax: +41 22 999-0025 ; Email: laurence.christen@iucn.org ; Web Site: <http://www.gbif.ch>

10 - 11 Juin, Dakar, Sénégal, Réunion ministérielle de la CEA, Contact: Abubakar Dungus Téléphone: 1-212-297-5031 ; Email: dungus@unfpa.org Web Site: http://www.uneca.org/POPIA/Peda/06_DND_ICP_D-PA_FollowUp.htm

21 - 24 Juin, Maputo, Mozambique, Sommet des Chefs d'Etat ACP. Contact: Secrétariat of the African, Caribbean and Pacific Group of States (ACP Group); Téléphone: 32-2-743-0600, Fax: 32-2-735-5573, Email: info@acp.int ; Web Site: <http://www.acpsec.org/>

PUBLICATIONS

Vous trouverez dans cette rubrique des ouvrages, articles et essais récents sur le commerce et le développement durable. Si vous désirez profiter de l'espace pour annoncer un document, veuillez nous envoyer une copie à l'adresse : taoufik@enda.sn

En Français

ENDA TIERS MONDE, FONDATION FRIEDRICH HEBERT, (Edit.), Explique-moi l'Accord de Cotonou ; Manuel de facilitation à l'intention des acteurs non étatiques de l'Afrique de l'ouest. Ce manuel est réalisé par un groupe d'auteurs sous la coordination d'Enda Tiers Monde en partenariat avec la Fondation Friedrich Ebert. Il est destiné en premier lieu aux différents acteurs de

la société civile dans le sens le plus large, au secteur privé d'Afrique de l'Ouest, ainsi qu'aux administrations et collectivités locales. Pour plus d'informations, contacter Mme Bibiane Mbaye Gahamanyi, Enda syspro2, Tél : 00 221 821 70 37 E-mail: syspro2@enda.sn

ENGLISH B. HOEKMAN, A. MATTO, Développement, commerce et OMC, 22/01/2004, 1ère édition, Nb de pages : 362 pages. Cet ouvrage résume l'économie d'une politique commerciale saine, explique les problèmes de réglementation intérieurs et sert de référence générale aux questions liées au commerce. Les décideurs, les négociateurs et n'importe quel lecteur s'intéressant au commerce international trouveront là un précieux outil de travail.
<http://www.eyrolles.com/Entreprise/Livre/9782717847444/livre-developpement-commerce-et-omc.php?xd=d83bf1d9a8e51a3bc0c6fe4b688ac77b>

FOUILLEUX E, LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE ET SES REFORMES. UNE POLITIQUE A L'EPREUVE DE LA GLOBALISATION. L'HARMATTAN, 2003.
[HTTP://WWW.AGROBIOSCIENCES.ORG/ARTICLE.PHP3?ID_ARTICLE=897](http://WWW.AGROBIOSCIENCES.ORG/ARTICLE.PHP3?ID_ARTICLE=897)

GALLINO (collectif), Commerce international, Exporter en toute sécurité, 2004 ; 130 Pages. L'exportation est de plus en plus intégrée dans la démarche commerciale des entreprises. Elle nécessite une connaissance approfondie des règles et pratiques du commerce international. Pour l'exportateur, ce livre apporte des informations simples et concrètes sur le déroulement d'une opération d'exportation ; conditions préalables, formalités documentaires et douanières, techniques de dédouanement de la marchandise, assurance et expédition des biens exportés, adresses d'organismes utiles à consulter...
<http://www.eyrolles.com/Entreprise/Livre/9782842007010/livre-commerce-international.php?xd=6ed2e9ea18f01cd691d5b0b386efbb55>

KEMPF H ; la Guerre des OGM, Seuil 2003.

L'histoire des OGM est d'abord une vibrante aventure, une véritable guerre de trente ans, mêlant la passion et la cupidité, le commerce et la manipulation, l'enthousiasme scientifique et l'imprudence. Ce livre, écrit par Hervé Kempf, journaliste au service international du Monde, raconte cette histoire, depuis les premières manipulations génétiques en 1973 jusqu'à la bataille autour de l'OMC.
http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=259

RIBOUX R. L'OMC, LE NEPAD ET L'UEMOA face aux subventions agricoles.
http://www.abcburkina.net/coton_act/coton-benin_1.htm

WEBER L. , OMC, AGCS, vers la privatisation de la société ? Ce livre aborde l'ensemble de ces questions à partir d'une documentation très complète. Il contient de nombreuses annexes, dont - c'est une première - le texte de l'AGCS lui-même. Sans rien enlever à la capacité de nuisance de l'OMC et des accords qu'elle administre, il met cependant en garde contre une analyse unilatérale qui sous-estimerait les effets propres des politiques néolibérales menées par les gouvernements dans chaque pays.
http://institut.fsu.fr/Editions_Nouveaux_Regards/omc_agcs_privatisation.htm

En anglais

BRAZIL'S CHALLENGE OF US COTTON PROGRAMMES - WHAT'S AT STAKE? By the Institute for Agriculture and Trade Policy (IATP), April 2004. IATP's backgrounder on the Brazil challenge of US cotton programmes provides basic information on the WTO case. The ground-breaking case could set the stage for future WTO challenges of US farm programmes. Ultimately, the case should open a broader discussion about how to raise global commodity prices and stop agricultural dumping. The backgrounder is available at
http://www.tradeobservatory.org/library.cfm?filename=Brazils_Challenge_of_US_Cotton_Program_at_the_.pdf

GROUNDNUT POLICIES, GLOBAL TRADE DYNAMICS, AND THE IMPACT OF TRADE LIBERALISATION. John Beghin, Ndiame Diop, and Mirvat Sewadeh (World Bank Report, February 2004). The paper is a product of the International Trade Group, Poverty Reduction and Economic Management Network. It can be accessed at:
<http://econ.worldbank.org/view.php?type=5&id=33615>

IMPLICATIONS OF EU ENLARGEMENT FOR THE ACP - A DISCUSSION PAPER. By the European Research Office (May 2004). To access the paper visit
<http://agritrade.cta.int/EUEnlargement.pdf>

PRE-EMPTING PROTECTIONISM IN SERVICES: THE WTO AND OUTSOURCING. Aaditya Matto and Sacha Wunsch (World Bank Report, 11 March 2004). With cross-border trade in services rapidly increasing between both industrial and developing countries, adjustment pressures created in some importing countries could stimulate a protectionist reaction. The negotiations currently under the Doha Development Agenda provide an opportunity to ensure openness and prevent protectionist tendencies. The authors describe how a bold initiative under the General Agreement on Trade in Services can help secure openness. To access the report, visit
<http://econ.worldbank.org/view.php?type=5&id=34010>

TRADE AND ENVIRONMENT REVIEW 2003. UNCTAD (May 2004). This first edition of UNCTAD's newest annual review addresses issues at the interface of trade and environment from a development perspective.
http://www.unctad.org/trade_env/TER

TRADEMARK PROTECTION OR PROTECTIONISM? Eugenia Baroncelli, Ekaterina Krivonos, and Marcelo Olarreaga (World Bank Report, February 2004). The authors examine whether discrimination against foreign applicants for trademark registration can be a

barrier to imports. Prima-facie evidence suggests that the ratio of trademark registration to applications is higher for national applicants than foreign ones in many developing countries, supporting the hypothesis that foreign firms are discriminated against. To access the report, visit: http://econ.worldbank.org/files/33097_wps3214.pdf

Retrouvez les archives de *PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE* sur le site internet d'ICTSD (http://www.ictsd.org/pass_synthese/index.htm)

PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde. Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD) Rédaction : **Cheikh Tidiane DIEYE** et **El Hadji Abdourahmane DIOUF**

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse